



16 janvier 2014

## Réorganisation de la petite couronne: satisfaction de Dallier (UMP) et Kaltenbach

Deux sénateurs de petite couronne, Philippe Dallier (UMP) et Philippe Kaltenbach (PS), se sont chacun réjouis jeudi de la déclaration de Jean-Marc Ayrault en faveur de la suppression de la petite couronne parisienne.

"Chiche" M. le Premier Ministre, écrit dans un communiqué M. Dallier (Seine-Saint-Denis) en estimant que M. Ayrault "rejoint ainsi la liste, chaque semaine plus importante, des responsables politiques - tous bords confondus - qui se rallient à cette position pragmatique, que j'appelle de mes vœux depuis la publication de mon rapport parlementaire en 2008!".

"Nous aurions pu gagner du temps en intégrant cette organisation territoriale désormais inéluctable dans la loi votée en décembre dernier, et créant la métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016", poursuit-il en rappelant qu'il avait déposé des amendements en ce sens.

"La seconde loi de décentralisation, qui va être examinée au Sénat en avril prochain et qui devrait être retouchée et complétée pour intégrer les nouvelles orientations de l'exécutif, doit être l'occasion de concrétiser ce projet moderne, si important pour l'avenir de la zone capitale et ses habitants", ajoute le maire des Pavillons-sous-Bois.

"La métropole du Grand Paris a vocation à permettre une importante simplification administrative en remplaçant l'ensemble des intercommunalités existantes par une métropole", souligne de son côté Philippe Kaltenbach (Hauts-de-Seine). "En intégrant aussi les départements au sein de la métropole, nous irons plus loin dans cette nécessaire simplification en supprimant un échelon sur ce nouveau territoire".

"La cohabitation sur le territoire de cette métropole du Grand Paris de quatre politiques départementales distinctes serait de nature à contrarier la réalisation" de l'objectif de mieux coordonner les politiques publiques locales", considère-t-il. "C'est pour cela qu'il avait demandé, comme d'autres parlementaires socialistes", lors des débats entourant l'examen du projet de loi créant la métropole du Grand Paris, "la suppression des départements de Paris et de la petite couronne".